

Centre de rétention, de l'autre côté des barbelés...



de 32 jours est atteinte et qu'aucune reconduite n'a été possible.

La politique nationale s'applique aussi ici

La politique nationale en matière d'immigration est de plus en plus stricte. En l'espace de quatre ans, nous sommes passés de 10 000 personnes reconduites vers leur pays d'origine en 2002 à 24 000 en 2006 (chiffres du Ministère de l'intérieur). Pour permettre ces reconduites, il faut de la place. A la PAF, on est chargé « d'alimenter le CRA ». Pas de secret, plus il y a de la place, plus il y aura de personnes sans papiers à être expulsées. C'est la politique actuelle et personne ne s'en cache.

A quoi ça ressemble-t-il ?

Honnêtement, à une prison. Même si du côté de la préfecture, de la gendarmerie ou de la PAF, on tente de nous convaincre du contraire. Les ressemblances avec le monde carcéral restent troublantes : barbelés et grillages tout autour du centre, 43 caméras, 75 gendarmes mobilisés, horaires fixes pour tous, chambres de 9m² pour deux, interdiction de se faire à

manger, les effets personnels gardés à l'entrée...

On parle même de possibles évasions. Certes, on nous assure : « Pour un détenu, nous sommes autorisés à utiliser nos armes. Pas pour les retenus ». Le capitaine Poitou, en charge du centre, s'affaire à nous montrer que cela n'a rien à voir avec une prison : « le téléphone est en libre utilisation, les retenus ont la possibilité de voir un avocat, médecin, assos... Ils circulent librement à l'intérieur du centre. Ils peuvent recevoir des visites de la famille ».

Le coup de gueule du collectif des sans papiers

Evidemment, du côté des collectifs de soutien aux sans papiers, les militants se dressent contre l'installation du bâtiment : « On sait, par les témoignages de personnes qui y ont été retenues et de personnes qui ont pu leur rendre visite, que ces centres sont des zones de non-droit où règnent la terreur et l'angoisse ! ».

Aline, du collectif rennais prend l'exemple nantais lorsqu'elle a été rendre visite à l'une des personnes suivies par le collectif. « On se croit en prison alors que ces gens n'ont rien fait de mal

à part, bien souvent, fuir pour sauver leur vie. A l'intérieur, ça pue. C'est ignoble. On pense très sérieusement que le centre était même surchargé. La salle commune servait de dortoir. Il y a toujours un petit matelas en mousse sur le côté », assure-t-elle en montrant les vidéos faites grâce à son portable.

Des affirmations qu'au centre de rétention, on balaye : « C'est faux. Démystifions cela ». Ce qui est sûr, c'est que dès demain à 17h, on va en entendre à nouveau parler. Le collectif de soutien a décidé de camper face au centre de rétention en signe de protestation.

Face au parking A du Parc des expos, un nouveau panneau se dresse. "Centre de rétention administratif". Il faut connaître pour s'y aventurer. Difficile d'arriver par hasard face à ce nouveau bâtiment entouré de grillages et barbelés. Devant, les gendarmes montent la garde.

A quoi va servir ce tte forteresse ?

"46 hommes, 12 femmes et 2 familles seront retenus ici. C'est un centre moyen. Ici, on prépare les gens à l'éloignement", explique le capitaine Poitou, responsable du centre. Préparer les gens à l'éloignement ? Parlons simplement : les personnes

retenues dans ce centre sont des étrangers en situation irrégulière qui attendent une décision de justice. La plupart du temps pour notifier leur expulsion du territoire français.

« Avant que ce centre n'ouvre, on cherchait aussi une place dans un centre de rétention en France. S'il n'y en avait pas, nous leur trouvions une chambre d'hôtel. Il arrivait aussi très régulièrement qu'on les relâche avec une injonction à quitter le territoire. », rappelle William Marion, responsable de la zone ouest de la Police aux frontières. C'est d'ailleurs ce qu'il se passe lorsque la durée maximale de rétention



Benjamin Keltz

« Dans un pays idéal, on aurait été 5000 ce soir »

Nous étions allés rencontrer le Collectif de soutien aux sans-papiers vendredi dernier. En signe de protestation contre la politique d'immigration menée par la France, ils s'étaient rassemblés devant le centre, banderoles et toiles de tente à l'appui. Un rassemblement qui n'a malheureusement pas trouvé d'écho. L'occasion tout de même de discuter immigration avec les militants.

Si Aline était là ce soir là, ce n'était ni pour signifier son mécontentement aux autorités, ni pour empêcher la machine de se mettre en route, mais pour lancer un appel fort à la population. « on a beau avoir mené différentes actions, il y a encore énormément de personnes qui ne sont pas au courant de l'existence de ce centre. Même des gens de Saint-Jacques. Dans un pays idéal, on serait 5000 ici ce soir. »

Gabrielle, elle aussi membre du collectif, va évidemment dans

ce sens : « Pour l'instant, nous sommes trop peu à nous battre pour cette cause. Nous n'avons plus de poids, le rapport de force n'existe plus. Et voilà le résultat. Ce que nous voulons faire ce soir, c'est aller plus loin que le rassemblement ; c'est ouvrir le débat, la discussion sur les questions d'immigration. »

Et des sujets de débats, on en soulève, à l'ombre des banderoles, même en petit comité.

« On parle d'immigration choisie. Ce sont les paroles d'un gouvernement de droite qui ne choquent plus personne tellement elles sont courantes. Il faut que les gens sachent, pour ne plus laisser passer. »

Autre question « piège », à laquelle doit souvent faire face



le collectif : comment accueillir ces immigrés ? « Moi je dis que quand on est prêt à dépenser dix millions dans un centre comme celui-là ; que l'on use d'autres millions pour les charters ; pour toute cette surveillance qui va autour, on est capable d'en mettre autant pour accueillir convenablement ces personnes. »

Toute cette artillerie déployée semble porter ses fruits. « Pour les réseaux de migrants, l'Angleterre, ce n'est pas choueotte ; d'autres pays d'Europe non plus. Mais la France est carrément devenue le pays où il ne faut plus aller. »

